

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

91/37

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION PRONONCÉE PAR
L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
AU CLUB MACDONALD-CARTIER**

**Calgary (Alberta)
Le 29 août 1991**

Je suis flatté de votre invitation et heureux, comme toujours, de me trouver à Calgary. Je viens de passer deux jours à Kelowna avec le Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification afin d'étudier notre programme pour un Canada uni et prospère.

De nos jours, tout comme du temps de Macdonald et de Cartier, ces deux aspects reviennent finalement au même, c'est-à-dire construire un pays fort. La question de l'unité ou de la Constitution porte sur la manière dont nous nous entendons. La question de la prospérité ou de la compétitivité a trait à la façon dont nous travaillons ensemble et chaque thème pris isolément est dépourvu de sens.

Il est évident que nous ne pouvons progresser dans un domaine, ni dans l'autre, sans parvenir à un consensus sur les défis qui nous sont posés par la question de la Constitution ou de la compétitivité.

Aujourd'hui, je voudrais surtout vous parler de la compétitivité et de notre programme pour la prospérité. J'insiste sur le fait que c'est un travail de longue haleine et que nous avons la ferme intention de réussir. Il n'y a pas de solution miracle. Rien ne sert de courir, il faut partir à point. Et la seule façon d'y arriver, c'est d'être méthodique et de suivre un plan d'action bien précis.

Voilà comment nous percevons le Canada et les Canadiens: un pays de gagnants qui saisissent toutes les occasions qui leur sont offertes dans l'économie mondiale qui se fait jour. Les Albertains n'ont jamais eu peur de la concurrence, notamment dans le domaine de l'énergie, et ils ont toujours été à la recherche de nouveaux marchés pour leurs produits et services.

J'étais dernièrement au Koweït avec une délégation commerciale canadienne dont faisait partie Lee Richardson, député de Calgary-Sud. Il faut reconnaître que l'une des suites de la tragédie de l'invasion iraquienne, c'est d'avoir créé dans le cadre de la reconstruction économique et écologique de ce pays des débouchés pour les spécialistes canadiens. Nous avons rencontré Mike Miller, de Safety Boss, de Calgary, qui avait déjà réussi à maîtriser des incendies dans des douzaines de puits de pétrole. Red Flame, une autre entreprise de Calgary, spécialisée dans l'extinction des incendies de puits de pétrole, vient tout juste de conclure un marché de 25 millions de dollars avec le Koweït. Les entreprises canadiennes sont présentes là-bas et sont en concurrence avec les meilleures au monde dans le secteur des services.

Les Albertains s'y connaissent aussi en commerce. Sans l'appui de cette province, il n'y aurait pas eu de ratification de l'Accord de libre-échange (ALE) à la suite des élections de 1988. Pendant des années, les Albertains ont réclamé les débouchés multiples offerts dans le cadre de l'ALE : dans les secteurs de l'énergie,

de l'agriculture, des produits de pointe et des services professionnels offerts en l'Alberta.

On n'insistera jamais assez sur l'importance de l'énergie, et l'importance du commerce dans ce domaine. Au moins 20 p. 100 des activités économiques de l'Alberta sont reliées au pétrole et au gaz, tout comme plus de 50 p. 100 de ses exportations. Ajoutons que près des trois quarts de toutes ses exportations vers les États-Unis sont dans le secteur de l'énergie.

Mais l'énergie n'est pas la seule gagnante dans le cadre du libre-échange. Les produits chimiques, la transformation des aliments, la fabrication et le secteur des services en bénéficient également.

J'aime la confiance manifestée par les gens d'affaires de cette région. Bud McCaig, président de Trimac Trucking, de Calgary, a déclaré « qu'il avait l'impression que le commerce en vrac des produits chimiques était à la hausse et que le libre-échange avait été positif ». Vic Rempel, de Sun Ice Clothing, affirmait également que son entreprise rapatriait sa production américaine au Canada et que par conséquent, l'usine de Calgary aurait du travail. Pour Mogens Smed, de Smed Office Equipment Manufacturing, « le libre-échange oblige à devenir plus efficace. En fin de compte, le libre-échange aura été une très bonne chose. Les entreprises qui prétendent que le libre-échange a été à l'origine de leur perte n'utilisent ce prétexte que pour masquer l'inefficacité de leurs propres pratiques commerciales ».

Le fait est que l'ALE aidera les entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles. Quant aux prophètes de malheur qui soulignent les effets de la récente récession et les attribuent au libre-échange, ils n'ont aucune preuve de ce qu'ils avancent.

Si le Canada est perdant dans le cadre du libre-échange, si nous sommes envahis par les Américains comme le prétendent les critiques du libre-échange, il faudra que quelqu'un m'explique pourquoi nous avons eu un excédent commercial de 18 milliards de dollars avec les États-Unis l'an dernier, soit une augmentation de presque 5 milliards par rapport à 1989. Depuis 1988, la valeur de toutes les exportations de marchandises canadiennes vers les États-Unis a augmenté de près de 8 milliards de dollars, soit près de 8 p. 100.

L'Accord a aussi fait augmenter les investissements au Canada. En 1988, année précédant sa mise en vigueur, le Canada enregistrait, au chapitre des investissements directs, un déficit net de 2,4 milliards de dollars. L'an dernier, le Canada connaissait un excédent net de 5,1 milliards de dollars : c'était la première fois en plus de 15 ans que l'on notait une entrée positive

d'investissements directs.

Et la Banque Royale, l'institution financière la plus importante du pays, conclut que « les investisseurs des pays d'outre-mer perçoivent le Canada comme une base de plus en plus attrayante pour leurs activités en Amérique du Nord depuis la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange ».

Pourtant, les mêmes prophètes de malheur font de sinistres prédictions pour le Canada, s'il conclut un accord de libre-échange nord-américain avec le Mexique et les États-Unis. Ils ignorent que 80 p. 100 des importations canadiennes provenant du Mexique entrent déjà en franchise.

Pour eux, les Canadiens seront submergés par de médiocres produits mexicains qui coûteront des emplois. Cet argument ne m'impressionne pas. Si une main-d'œuvre bon marché est un facteur déterminant dans l'implantation d'usines, pourquoi donc 87 p. 100 des marchandises importées au Canada proviennent-elles des États-Unis, de l'Europe ou du Japon, plutôt que de pays à faibles salaires?

Sur le marché d'aujourd'hui, le coût de la main-d'œuvre n'est qu'un des avantages comparatifs parmi d'autres, comme la qualité, la livraison, la disponibilité, le coût des matériaux, ainsi que la mobilité et la motivation de la main-d'œuvre. Encore une fois, l'économie de l'Alberta est plus que préparée à relever tout défi qui pourrait provenir du Mexique.

Ce qui s'ouvre, c'est un marché de 85 millions de personnes, en plus des 240 millions de consommateurs américains. Ce nouvel espace concurrentiel, ainsi dénommé par le Conference Board, abrite 360 millions de personnes. En soi, le marché nord-américain est plus grand que l'Europe des Douze. Et le Mexique offre également une occasion exceptionnelle pour les Albertains au chapitre des services dans l'industrie pétrolière.

Je crois que les Canadiens appuient notre politique économique, du moment qu'elle produit des résultats concrets. Et de toute évidence, nous obtenons des résultats dans différents secteurs : réduction du déficit, investissements, privatisation, réformes financières, commerce. Chaque programme ne peut être isolé des autres, chacun d'entre eux fait partie intégrante d'un plan économique rationnel et complet.

De même, aucune politique ne peut seule assurer la prospérité à long terme. Il faut plutôt en définir les principes de base, ce à quoi nous avons travaillé depuis notre arrivée au pouvoir, il y a maintenant sept ans.

Nous avons entrepris une rationalisation et un rajeunissement en profondeur de l'économie canadienne, dans le but de la sortir de la léthargie dont elle souffrait - héritage des années 80 -, et de la transformer en une économie de marché dynamique, adaptée aux années 90.

Quelqu'un déclarait dernièrement que le Canada avait vécu à même ses ressources au cours des 100 premières années de son existence, à crédit au cours des 20 années suivantes et, qu'à partir d'aujourd'hui, il lui fallait compter sur sa matière grise ainsi que sur son esprit d'initiative et d'entreprise... sans oublier ses marchés.

La réalité toute simple est que nous sommes une nation commerçante. Notre pays a été forgé par des commerçants à même la nature sauvage, et notre économie, qui tire sa source du commerce du bois et des fourrures, a toujours reposé sur les marchés extérieurs.

Le Canada exporte plus de 25 p. 100 de sa production, soit environ deux fois plus, en pourcentage, que le Japon, et environ deux fois et demie de plus que les États-Unis, les deux plus grandes puissances industrielles au monde. Au sein du Groupe des Sept, les pays les plus industrialisés du monde, seule l'Allemagne compte plus que le Canada sur le commerce pour maintenir le niveau de vie de ses habitants.

L'économie de l'Alberta est à l'image de l'économie canadienne, puisqu'environ 25 p. 100 du produit intérieur brut de la province sont exportés, et qu'environ les trois quarts de ces exportations sont destinés aux États-Unis.

Notre niveau de vie dépend de nos marchés. Nos marchés dépendent de notre compétitivité. Et pour accroître cette compétitivité, il faut être plus productif, il faut chercher à exporter davantage, à fabriquer des produits de meilleure qualité à des prix concurrentiels.

Il faut bien comprendre que pour être concurrentiels, il ne suffit pas de travailler beaucoup, ce que les Canadiens font très bien; il faut aussi travailler plus intelligemment.

L'inverse est aussi vrai. Si nous perdons notre avantage concurrentiel, nous perdons des marchés, et si des marchés nous échappent, notre niveau de vie en souffre. Notre prospérité dépend largement de la réputation de notre image de marque -- « Fabriqué au Canada ».

La concurrence est vive et elle le sera de plus en plus. Le Canada est concurrentiel à l'échelle internationale, mais s'il

veut prospérer, et survivre, il doit faire plus.

Une enquête réalisée par le Forum économique mondial révèle qu'au cours des deux dernières années, au chapitre de la compétitivité, le Canada s'est classé au cinquième rang parmi les 23 pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Il y a cinq ans, avant que notre programme ne soit bien implanté, nous occupions la onzième place. Pourtant, il y a deux ans, nous occupions la quatrième place. Le Canada fait partie du peloton de tête quant aux richesses naturelles, aux ressources humaines, au transport, à l'infrastructure dans le domaine de la santé, à l'orientation de ses marchés et au dynamisme de l'économie. En Alberta, les industries gazière et pétrolière, la qualité de la main-d'œuvre et la vigueur de l'économie axée sur le marché sont autant de bons exemples de l'avantage concurrentiel dont jouit le Canada.

Pourtant, de nombreux nuages pointent à l'horizon.

Dans le domaine de l'enseignement, le Canada dépense plus par personne que n'importe quel autre pays à l'exception de la Suède, et il compte de ce fait le plus grand nombre d'étudiants inscrits au niveau postsecondaire après les États-Unis. Cependant la réponse de ce système face à la demande d'une économie concurrentielle place le Canada au 11^e rang, soit dans la moyenne. Ajoutons qu'il existe une grave pénurie de scientifiques et d'ingénieurs.

Il est également troublant que ce pays occupe le 20^e rang, soit la dernière place, quant à l'efficacité des programmes de formation des entreprises. En termes d'orientation internationale -- soit la capacité d'adaptation à la technologie et à l'innovation -- nous arrivons au 16^e rang, et en termes de sciences et de technologie, au 17^e.

Le Canada doit davantage se tourner vers l'extérieur et vers l'avenir, prendre plus de risques et faire plus d'investissements. On compte quelque 400 000 entreprises de fabrication au pays, mais les deux tiers de celles-ci ne font pas d'exportations, même pas aux États-Unis, pourtant le marché le plus proche et le meilleur client. Avec ce pays, les relations commerciales bilatérales représentent plus de 200 milliards de dollars par an, et ces relations sont assurées par l'ALE.

Pendant trop longtemps, le Canada s'est fié à ses richesses naturelles pour assurer un certain niveau de vie. Cependant, au cours des années 90, la croissance se fera dans les industries

axées sur la matière grise.

Dans les secteurs de l'exploitation des richesses naturelles et de la fabrication, éléments encore essentiels de la prospérité, nous devons améliorer notre productivité, offrir des produits de meilleure qualité et former une main-d'œuvre encore plus qualifiée.

Nous devons favoriser l'essor de l'apprentissage au Canada. L'éducation est une compétence provinciale, et nous respecterons ce principe dans l'élaboration des objectifs canadiens dans ce domaine. Par contre, l'éducation est un élément clé de notre position au sein de l'économie mondiale, et c'est un enjeu qui intéresse au premier chef chaque Canadien sans exception.

L'éducation est liée au rendement des Canadiens, à leur fierté, à leur prospérité. L'éducation et l'investissement, surtout grâce à la recherche et au développement (R-D), sont la clé de l'accroissement de la productivité et, par conséquent, de la compétitivité.

La R-D effectuée au Canada laisse les experts perplexes. D'une part, les dépenses canadiennes à ce chapitre dépassent les moyennes des pays de l'OCDE dans des domaines de pointe comme l'électronique, l'aérospatiale et l'informatique; de plus, la R-D du secteur privé canadien augmente de 6,5 p. 100 par an, malgré la récession. Mais il reste encore fort à faire.

D'autre part, le Canada et l'Italie sont les pays du Groupe des Sept qui dépensent le moins en matière de R-D, tandis que l'Allemagne, le Japon et les États-Unis dépensent au moins deux fois plus que le Canada.

Dans le langage des affaires, la R-D n'est rien d'autre qu'un investissement dans l'avenir. Le président de Canadien Pacifique, Bill Stinson, a déclaré ici même, la semaine dernière, à la Chambre de commerce de Calgary, que l'investissement consistait simplement à « prendre les bénéfices d'aujourd'hui et à les affecter aux produits de demain ».

Les Canadiens n'ont rien à craindre et tout à gagner, lorsqu'il s'agit d'accroître leur productivité. La compétitivité n'est pas un mot à proscrire. La compétitivité n'a rien à voir avec les mises à pied, elle est plutôt garante du maintien des emplois. Le président de la Banque de Nouvelle-Écosse, Ced Ritchie, n'a-t-il pas affirmé que la compétitivité pouvait éventuellement permettre à chaque Canadien d'avoir un emploi bien payé?

Au sein de l'économie mondiale naissante, la seule garantie que nous ayons est notre rendement. Que fait le gouvernement à cet

égard ? Que font les Canadiens ? La sensibilisation à l'importance de cette question ne cesse de s'accroître. De plus en plus, les Canadiens se rendent compte de l'importance de la compétitivité, et ils constatent que nous travaillons tous dans le même but.

Dans un document de travail que nous publierons prochainement sur la compétitivité, nous avons cerné cinq éléments considérés comme l'assise de la prospérité au Canada.

En premier lieu, l'éducation. Nous ne pourrions être concurrentiels si les taux de décrochage scolaire se maintiennent à 30 p. 100, surtout quand ce taux n'est que de 2 p. 100 au Japon; ce dernier pays forme, par habitant, près de neuf fois plus d'ingénieurs que le Canada, et le Mexique prépare quatre fois plus d'ingénieurs que nous.

En deuxième lieu, les sciences et la technologie. Le gouvernement a fait des investissements considérables en R-D et a facilité la création de 14 centres universitaires d'excellence grâce à un financement de quelque 25 millions de dollars. Il a de plus créé un régime fiscal favorable à la R-D et reconnu partout dans le monde comme l'un des plus attrayants pour les entreprises. Cependant, les entreprises canadiennes sont en retard par rapport à leurs concurrents. Étant donné qu'il faut compter sur le secteur privé pour créer des emplois, ce dernier devrait prendre l'initiative au chapitre des investissements en R-D. À la fin des années 80, les investissements des industries canadiennes déclinaient en pourcentage du produit intérieur brut. De ce fait, le Canada détient le plus faible niveau du Groupe des Sept, quant aux investissements en R-D. Il faut davantage d'investissements en R-D de la part des entreprises. Il faut, au Canada, plus de recherche pure et plus de recherche appliquée, et il faut surtout davantage de scientifiques et d'ingénieurs.

En troisième lieu, le financement de l'investissement - ou réinvestir dans le produit. Un bon fonds de roulement, tel est le moteur de la croissance. Nous devons investir dans le capital physique et dans l'infrastructure, deux éléments essentiels à la réalisation de gains de productivité. Nous devons encourager les gens d'affaires à accepter d'investir dans leur productivité.

En quatrième lieu, un marché intérieur concurrentiel. Nous savons tous qu'il existe des problèmes d'inefficacité et des obstacles au commerce à l'intérieur même du marché commun canadien. L'Association des manufacturiers canadiens a constaté l'existence de 500 obstacles de ce genre, qui coûtent aux Canadiens plus de 6 milliards de dollars par an, ou 1 000 \$ à une famille de quatre personnes.

En cinquième et dernier lieu, le commerce, résultat des quatre premiers facteurs. Aucun autre pays du Groupe des Sept, sauf l'Allemagne, ne compte davantage sur le commerce que le Canada. Et à l'exemple des Allemands, nous devons chercher à exploiter davantage toutes les possibilités commerciales qui s'offrent à nous.

Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, nous chercherons à parvenir à un consensus sur la compétitivité, et nous espérons mettre au point, avec tous les intéressés, une stratégie qui permettra au Canada de prospérer dans les années 90 et d'amorcer le virage du XXI^e siècle.

Qui sont ces intéressés? Tout simplement, les Canadiens, de toutes les régions du Canada.

Le Canada jouit, dès le départ, de nombreux avantages concurrentiels comme, par exemple, d'une géographie stratégique et de ressources naturelles sans pareilles; certaines de ces dernières, notamment les ressources pétrolières et gazières, ont joué un rôle manifeste dans la croissance de cette ville.

Nos marchés naturels, les États-Unis, les pays du Pacifique et l'Europe, sont les marchés les plus importants et les plus riches du monde.

Selon l'étude des Nations Unies sur le développement des personnes, le Canada est le deuxième pays du monde pour ce qui est de la qualité de vie. Cependant, je pense que la plupart d'entre nous n'hésitent pas à placer le Canada bon premier.

Voilà exactement ce à quoi nous faisons allusion, quand nous parlons du défi de la compétitivité des années 90.

Merci beaucoup.